

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1206

Artikel: Même constat, effroi, désarroi
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015429>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

16 mars 1995 – n° 1206
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

Même constat, effroi, désarroi

Même constat.

Les pays industrialisés, Suisse comprise, font l'apprentissage d'une contradiction inattendue, pas davantage inscrite dans les manuels d'économie que dans le répertoire des connaissances générales: le rythme de croissance et le volume de l'emploi n'évoluent plus en raison parallèle. Ainsi, après une forte récession marquée par un taux de chômage élevé, la reprise s'amorce nettement, sans recul visible du nombre des personnes à la recherche d'un emploi.

Toujours pratiques, les Américains ont donné un nom à cette contradiction, que seuls de rares pessimistes avaient envisagée. *Jobless growth*, croissance sans emploi. Jolie contraction, aussi parlante que la fameuse *stagflation* des années septante. Mais il n'aura jamais suffi de coller une étiquette sur un problème pour le résoudre. Le pouvoir exorcisant des mots à ses limites, que la réalité économique met cruellement en évidence.

Même effroi.

Devant le spectre d'un chômage persistant, partout resurgissent les mêmes interrogations, les mêmes angoisses: l'économie va-t-elle pouvoir se passer des hommes? Le monde des affaires va-t-il s'offrir le luxe d'oublier celui du travail? L'outil – en clair l'ordinateur – va-t-il se substituer à celui qu'il devrait servir?

La situation conjoncturelle que nous vivons pose en termes nouveaux, plus aigus, la vieille question des rapports entre l'emploi et le progrès, qui ont inquiété aussi bien les tisserands d'Uster au siècle dernier qu'un Alfred Sauvy à notre époque (*La Machine et le chômage*, Paris, Dunod, 1980).

L'informatique contre l'emploi, l'ordinateur qui ne paye pas l'AVS, la commande numérique autocontrôlée, le logiciel se générant lui-même ne sont plus, on le sent bien, des thèmes de réflexion pour syndicalistes avancés ni des sujets de technique-fiction. Les ravages que l'automatisation a provoqués dans les ateliers et les usines, l'informatisation les entraîne désormais dans les bureaux et les magasins. On croyait le secteur tertiaire à l'abri de telles rationalisations; on sait désormais que les services eux-mêmes ne constituent pas tous une réserve d'emploi inépuisable, que des prestations personnalisées peuvent être offertes sans intervention de personnel.

Dans le commerce comme dans l'industrie, le remplacement de l'homme par la machine a son prix, qui s'exprime en francs investis pour chaque poste de travail. Le caissier qui payait lui-même ses manchettes de lustrine ou son veston-cravate est remplacé par un Bancomat dont le prix de revient, installation comprise, équivaut à deux ou trois années de salaire d'un guichetier. Après la sténodactylo, la secrétaire peut redouter le pire: les «automates à saisir» les textes directement sur dictée arriveront sur le marché de la bureautique à peu près au moment où l'on prévoit de relever l'âge AVS pour les femmes.

Même désarroi.

Comme pour ajouter à la peur qui s'installe, les indices annonciateurs de la reprise donnent des signes pour le moins différenciés. En Suisse alémanique, le nombre de pages d'offres d'emplois a retrouvé son niveau d'il y a deux ans; outre-Sarine, la chasse au personnel qualifié et aux permis de travail a repris, en particulier dans la région zurichoise. L'écart va encore se creuser entre le triangle d'or et le reste du pays, d'autant que les Romands ne semblent pas attirés par les possibilités de travail offertes en nombre sur les bords de la Limmat.

Dans la Berne fédérale, on en vient à se demander si la Suisse romande ne s'accommode pas trop facilement de taux de chômage élevés; et si les employeurs romands ne prennent pas une part surproportionnelle aux abus relevés par l'OFIAMI en matière d'indemnités pour chômage partiel ou pour cause d'intempéries – voire de programmes d'occupation. Inutile de souligner le caractère pernicieux de telles insinuations.

Dans la confusion générale, les partis politiques préfèrent se taire. Les premiers dépouillements des articles et programmes préparés en vue des élections de cet automne montrent en tout cas que la situation économique et sociale ne figure pas parmi les soucis prioritaires. La cause des femmes, la lutte contre la drogue et la protection de l'environnement occupent bien davantage les esprits des grands stratèges politiques – dans leur quasi-totalité alémaniques comme on sait.

Ce silence vaut aveu d'impuissance: face au même constat, c'est partout le même effroi, et le même désarroi.

Très grave.

YJ